Des associations et des députés dénoncent le «scandale» des enfants à la rue

17/10/2022 à 18h59



Le gouvernement doit mettre fin au «scandale des enfants qui dorment à la rue», en renonçant à réduire le nombre de places d'hébergement d'urgence et en construisant plus de logements sociaux, ont plaidé lundi un collectif d'associations et plusieurs députés de la Nupes.

Deux adolescents se présentant comme des mineurs isolés étrangers ont raconté souffrir de la précarité de leur vie en France, où les autorités mettent en doute leur âge. «*Après des nuits sans sommeil dans un campement à Lyon, on nous a transférés dans un gymnase où nous dormons sur des lits de camp*», a raconté Alioune, 15 ans, venu du Sénégal.

Des solutions «structurelles» pour résorber le sans-abrisme sont certes nécessaires, comme le plaide l'exécutif, «*mais aujourd'hui il est beaucoup trop tôt pour diminuer les places d'hébergement d'urgence*», a estimé la directrice générale de la Fédération des acteurs de la solidarité, Nathalie Latour, lors d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale.

Chaque soir, quelque 2.000 enfants en famille «*se voient*

refuser une place d'hébergement» après avoir contacté le 115, et ce chiffre a doublé depuis le début de l'année, déplore le collectif à l'origine de cette mobilisation. Or, le projet de loi de finances, actuellement examiné au Parlement, prévoit la fermeture de 14.000 places d'hébergement – sur 200.000 actuellement – sans moyens supplémentaires pour des logements pérennes. «J'*ose espérer que, par-delà nos divergences politiques, on puisse trouver une majorité dans ce pays pour empêcher*» ces fermetures de places, a souligné le député (PCF) Stéphane Peu.

Au côté d'autres élus de la Nupes – notamment Rodrigo Arenas, Danielle Simonnet et William Martinet (LFI), ou encore Francesca Pasquini (EELV) -, **M. Peu a expliqué que des élus d'opposition allaient tenter de rallier à leur position certains de leurs collègues de la majorité, en vue d'un vote en novembre sur les crédits «hébergement» du budget de l'État.**

Nécessaires, les places d'hébergement d'urgence ne peuvent toutefois pas être l'unique réponse des pouvoirs publics, ont souligné les intervenants. Car les hôtels sociaux sont souvent insalubres: «*il y a des souris, des punaises, des cafards, il fait froid… On ne demande pas un château, mais là j'y arrive plus, et la santé de ma fille se dégrade*», a décrit une mère de famille invitée à témoigner de son quotidien précaire.

Le Figaro